

Journal International des Sachants

REVUE SCIENTIFIQUE
PLURIDISCIPLINAIRE



Journal International
des Sachants



Fréquence
TRIMESTRIELLE

ISSN-P : 3079-3009

ISSN-L : 3079-3017

www.revuejds.net

info@revuejds.net

**Volume 2,
Numéro 1,
Février 2026**





**Journal International
des Sachants**



Revue scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Site web: <https://revuejds.net/>

Email : revuejds@gmail.com

Publié en Open Access



Abidjan, République de Côte d'Ivoire

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

INDEXATIONS ET REFERENCEMENTS INTERNATIONAUX

Pour toutes informations sur les indexations et référencements internationaux du **Journal International des Sachants (JDS)**, consultez les bases de données ci-dessous :



<https://sjifactor.com/passport.php?id=24370>



<https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009>



<https://ascidatabase.com/masterjournalist.php?v=3079-3009>



<https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-/2526>



<https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants/>

Impact factor : SJIF 2026 : 5.329

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

REVUE ELECTRONIQUE

Journal International des Sachants (JDS)

Revue Scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009 (Print ou imprimé)

ISSN-L: 3079-3017 (Online ou en Ligne)

Equipe Editoriale

Directeur de publication : Les Éditions Croco

Rédacteur en chef : SANOGO Tiantio Epouse BAMBA, INSAAC, Côte d'Ivoire

Chargé de diffusion et de marketing : ETTIEN N'Doua Etienne, UFHB, Côte d'Ivoire

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen, UAO, Côte d'Ivoire

Comité Scientifique

ADOUBI Thierry Hugues, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

ASSEKA Tchoman François, Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara ;

BA Idrissa, Professeur Titulaire, Université Cheikh Anta Diop ;

BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférence, Université Alassane Ouattara ;

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara ;

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

FAYE Valy, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

KAMARA Adama, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférence, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro ;

N'DAH Didier, professeur titulaire, Université d'Abomey-Calavi ;

OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara ;

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop ;

SILUE Oumar, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Comité de lecture

AYENON Séka Fernand, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
KANGA Kouakou Hermann Michel, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
MAMADOU Bamba, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
MEITÉ Ben Soualiou, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
OZOUKOU Koudou François, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
SIDIBÉ Moussa, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;
SILUE N'tchabétien Oumar, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
TRAORE Amadou, Maître de Conférences, Université de Ségou

Comité de rédaction

AHOUE Jean-Jacques, Assistant, Université de San-Pedro ;
ASSEKA Tchoman François Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
BALDÉ Yoro Mamadou, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
BAMBA Fatoumata, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
BROU N'Goran Alphonse, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
COULIBALY Wayarga, Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;
COULIBALY Yallamoussa, Assistant, Université Alassane Ouattara ;
DAO Salifou, Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
DJE Yao Lopez, Assistant, Université Alassane Ouattara ;
DJIGUE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;
DJOKOURI Innocent, Maître-Assistante, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
GBOLA serge Arnaud, Maître Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
EHILE Kadja Olivier Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
GUEYE Yoro Emmanuel, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

KAZIO Djidjé Jean-Jacques, Assistant, Université de Bondoukou ;
KONE Kiyali, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
KONE Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
KONE Tchima Rolland, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
KONE Tiégbè Gaston, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
KOUAME Affoua Eugénie, Assistante, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny ;
LOBA Léon Fabrice, Attaché de Recherche, Institut d'Histoire d'Art et d'Archéologie Africain (IHAAA) ;
MOULARET Renaud-Guy Ahioua, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
N'DAYE El Hadj Amadou Ba, Maître-Assistant, FASTEFA, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
SANOGO Tiantio épouse BAMBALY, Maître-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
SYLLA Makémissa, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
TIE BI Galla Guy Rolland Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;
TOURE Gninin Aïcha, Maître-Assistante, Université Félix Houphouët-Boigny ;
TOURE Kignigouoni Dieudonné Espérance, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
TRAORE Fanta, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
TRAORE Sogotienin Ramata, Maître-Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;
YOKORE Zibé Nestor, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
ZABSONRE Moussa, Maître-Assistant, Université Yembila Abdoulaye Toguyeni.

COORDINATEUR GENERAL DU NUMERO :

AYENON Séka Fernand
Maître de conférences CAMES,
Université Félix Houphouët-Boigny

.....

Contacts JDS

Site web: <https://revuejds.net/>
Email : revuejds@gmail.com
Tél. : + 225 0779360611 / 07480453267

.....

Indexations et référencement internationaux :

Sjifactor: <https://sjifactor.com/passport.php?id=24370>

ARI : <https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009>

ASCI: <https://ascidatabase.com/master/journallist.php?v=3079-3009>

IPIndexing: <https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-2526>

Ent'revues: <https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants>

Impact factor : SJIF 2026 : 5.329

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

PRESENTATION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) est une revue scientifique pluridisciplinaire dédiée à la valorisation et à la vulgarisation des résultats de recherches innovantes, de découvertes de pointe et de productions scientifiques originales et pertinentes dans divers domaines scientifiques. Disposant de comité scientifique et de lecture, la revue **JDS** offre ainsi aux chercheurs du monde entier, une plateforme de publication de haute qualité en favorisant le partage des connaissances et de la collaboration au sein de la communauté scientifique.

JDS est une revue évaluée par des pairs (*blind peer review*) et en libre accès "*Open access*" relevant des Editions Croco. Il publie les articles dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales ; Langues et littérature ; Art, patrimoine et culture ; Sciences du Langage et de la Communication ; Sciences Economiques et de Gestion ; Sciences politiques et Juridiques. Dans sa vision d'ouverture, **JDS** encourage la collaboration interdisciplinaire entre les chercheurs de tous les pays africains et du monde.

Les articles proposés doivent respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent être originaux et n'avoir jamais fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture. Ils sont soumis à une sélection initiale par l'éditeur, puis à un processus rigoureux d'évaluation par les pairs en double aveugle avant publication.

PROTOCOLE DE REDACTION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. - 2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparait en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («...»), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :

Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.

- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzukru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.
- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Le non-respect de ces recommandations ci-dessus conduit au rejet systématique du manuscrit.

SOMMAIRE

SECTION 1 : LANGUES & LITTERATURE

Etudes germaniques

1. **Umwandlung von Sprichwörtern in Slogans im Werbediskurs:
eine Untersuchung einiger deutscher Slogans**
Égni Stéphane Dieudonné ÉNIGNI & Eppié Augustine Michaela BONGBA 1-17

Etudes hispaniques

2. **La Contrarreforma y la devoción popular en la España del Siglo de Oro**
GONKALIE Gbana Francis 18-31
3. **Políticas públicas y atención a las mujeres víctimas
de violencia machista en España**
Kassoum SORO..... 32-48
4. **Estética de lo abyecto en la familia de pascual Duarte de Camilo José Cela**
Oumar MANGANE..... 49-64
5. **El dilema cubano, entre “revolución” y apertura al mundo**
Dogba Léonce BAWA..... 65-78
6. **La trahison comme acte de libération dans reivindicación
del conde don Julián de Juan Goytisolo**
Christine Abenan SIGNO..... 79-86
7. **La crisis económica de 2008 y su repercusión sociopolítica en España**
Kouadio Stéphane-Yannick KONAN..... 87-98

Lettres Modernes

8. **« Miss lolos » de Frédéric Éhui Meiway :
un discours hétérogène au service de l’expressivité**
Bini Kouamé PRAO, Yao Gatien KONAN & Tchékpoho SORO 99-111

SECTION 2 : COMMUNICATION, ARTS, CULTURE ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

9. **Industrialisation de la visibilité et reconfiguration du débat public
dans l’émission Jakaarlo Bi**
Alioune Badara GUEYE..... 112-127
10. **Appropriation des termes footballistiques en fulfulde
au Nord-Cameroun : enjeux culturels**
NGAOURI Landri & OLOWA Jean de Dieu..... 128-139
11. **Peuples Chamites versus Peuples Hébraïques :
les Peuples de la Côte d’Ivoire**
Ayé Clarisse HAGER-M’BOUA..... 140-163

- 12. Communication et Prospective pour une gestion durable des infrastructures d'utilité publique à l'Université Alassane Ouattara**
DAGNOGO Gnéré Laetitia Blama & KOUAME-KONATE Aya Carelle Prisca..... 164-176
- 13. Précarité socio-économique et accès aux soins au CHU de Bouaké : apport de la communication sociale**
Akissi Germaine KOUASSI & Nibé Dramane SILUÉ 177-192
- 14. Typologies de phrases en tupuri : analyse syntaxique et usages sociolinguistiques**
Jacqueline MAÏKAKE..... 193-205
- 15. Discursive Issues in Emmanuel Macron's Speeches on Leadership (2017-2022)**
Ifedolapo Akinrinlola & Amos Iyiola..... 206-224

Patrimoine, art, culture, cinéma & tourisme

- 16. La femme face à la tradition dans le film “ La jumelle” de Lanciné Diaby : entre combat et réalité de la femme**
Olivier Kadja EHILE..... 225-236

SECTION 3 : SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Archéologie

- 17. Stratégie coloniale et adaptations locales dans le royaume sanwi (sud-Côte d'Ivoire)**
Ange Marius AKPO, TOURE Gninin Aïcha & ETTIEN N'Doua Etienne..... 237-250
- 18. Le littoral ivoirien : Berceau historique de l'Église catholique, inventaire patrimonial et perception contemporaine d'un héritage remarquable**
ASSAKA Tatiana Larissa Sandrine & KIENON-KABORE Timpoko Hélène..... 251-267

Histoire

- 19. Le dynamisme social du sexe féminin en Grèce classique Ve- IVe J.-C.**
Fabrice OULAI..... 268-277
- 20. La politique étatique de la protection de l'environnement minier en Côte d'Ivoire (2000-2024)**
Yhattey Hervé Thierry AGUIE..... 278-294
- 21. La Trajectoire de la filière industrielle du cycle au Burkina Faso, de 1963 à 2009**
Eloge MIEHI & Richard Gouedan MEIGNAN 295-311
- 22. L'espace rural à l'épreuve de l'exploitation forestière au Cameroun sous administration française (1921-1956)**
Yannick ZO'OBO..... 312-321

- 23. Être de son temps ou s'affirmer comme monde.
Les étudiants africains à Dakar (années 1950-1970)**
Mamadou Yéro BALDE..... 322-339
- 24. La gestion coloniale de l'assainissement de la ville d'Aboisso, 1913-1926**
N'GUESSAN ROKIA BOUBACARD ÉPOUSE ANOH,
ESSEY Bonzou Ella épouse OHOUO & BAKAYOKO Nonama Rockya..... 400-414

Géographie

- 25. Impacts de l'orpillage légal sur les écosystèmes préforestiers
dans le département de Katiola (Centre-Nord ivoirien)**
N'Gromma Florent KOUADIO..... 415-430
- 26.« Effets structurants » du Train Express Régional (TER)
à Dakar (Sénégal)**
Awa FALL..... 431- 452
- 27. Gestion intégrée des ressources en eau de la commune de Medina (Sénégal)**
René Ndimag DIOUF..... 453- 464
- 28. Dynamique urbaine et développement économique à Korhogo
(nord de la Côte d'Ivoire)**
Konan Norbert KOFFI, Mariam DIOMANDE &
Songuimadenin Siaka YEO..... 465-482
- 29. Mutation foncière et reconversion paysanne dans la sous-préfecture
de Yamoussoukro**
Achille Roger TAPE..... 483-496
- 30. Exposition au travail des enfants d'immigrants en milieu rural
dans la sous-préfecture de Duékoué**
Kouadio Arnaud Yao & GOHOUROU Florent..... 497-511
- 31. La morbidité infantile des infections respiratoires aiguës
dans les districts sanitaires du V Baoulé de 2017 à 2022**
SEDEHI Akissi Epiphane, TRA BI Zamblé Armand &
KANGA Kouakou Hermann Michel..... 512-520

Philosophie

- 32. Heidegger et la cybernétique : critique de la réduction
de l'existence à la fonctionnalité**
Mlan Kouakou Pierre ANZIAN..... 521-540
- 33. Essence de la pensée hobbesienne et rawlsienne dans
la problématique du développement de l'Afrique**
Kouadio Louis N'GUESSAN & Abraham Saint-Omer Koffi KOUAKOU..... 541-554
- 34. La palabre africaine : une expression de la démocratie**
N'Guessan Jonas Kouassi..... 555-567

- 35. Cynisme politique et déshumanisation de l'homme dans le monde vécu aujourd'hui**
Christophe ONGUENE ONGUENE..... 568-581
- 36. L'impérialisme extractiviste en Afrique**
Kouadio YAO..... 582-597
- 37. L'oubli constitutif de la technique : déconstruire le paradigme technoscientifique**
Gabriel VANNA..... 598-608
- 38. Quine et l'effondrement de l'épistémologie classique**
Koffi Zahouo Alain & Koffi KOUASSI..... 609-622

Anthropologie et sociologie

- 39. Le Togo dans le nouvel ordre géostratégique : diversification et enjeux de sécurité**
Laré Batouth PENN..... 623-640
- 40. Entre racines ethniques et conscience nationale : dynamiques identitaires au Gabon contemporain**
Steeve-Thierry BALONDJI..... 641-659
- 41. Les collectivités territoriales décentralisées et la gouvernance éducative à l'ère de la décentralisation au Cameroun**
Simon Patou Simon..... 660-677
- 42. Motivation extrinsèque et performance scolaire en contexte ivoirien : une analyse du rendement des élèves de Troisième et de Terminale dans le département d'Alépé**
AGUI Lobah Azouan Barthelemy & BLA Ypodé Guéaybomin Emmanuel..... 678-692
- 43. Représentations, croyances et pratiques sociales autour de la route et des accidents de la circulation en Côte d'Ivoire**
KACOU Fato Patrice & GBOKO Kouadio Roger..... 693-706
- 44. Félix Houphouët Boigny et l'intégration des immigrés à Hiré, sud-ouest de la Côte d'Ivoire**
Dabé Laurent OUREGA..... 707-725

Criminologie

- 45. Délits Economiques à Lubumbashi : Enquête Proactive**
MULUNDA TSHIEYA Lucien..... 726-737

Psychologie

- 46. Le rôle médiateur de la régulation émotionnelle entre stress et comportements à risque des mototaximens**
Djiessi Makouam & Placide Mengoua..... 738-756
- 47. Modèles explicatifs du passage à l'acte des auteurs d'agression sexuelle : convergences, divergences, enjeux cliniques**
Kaama Sandrine GOUNDJOA & Kaka KALINA..... 757-770
- 48. Vulnérabilité et résilience chez les enfants de mères dépressives : une étude qualitative en contexte hospitalier ivoirien**
KOFFI Ekissi Jean Armel, Amalaman Franck Severin ANDO & KOFFI N'Guessan Williams..... 771-789

Science de l'éducation

- 49. Le système LMD au Mali : d'une adoption formelle à la quête d'une adaptation institutionnelle**
Chiaka SAMAKÉ, Idrissa Soïba TRAORE & Mamadou KOUMARE 790-804

SECTION 4 : SCIENCES POLITIQUES ET JURIDIQUES**Sciences politiques et administratives**

- 50. La continuité des services publics administratifs à l'épreuve des théories et des faits : cas de la ville de Bukavu pendant l'occupation de l'AFC/M23**
David CIZA, Pacifique Makuta MWAMBUSA,
Joseph Munyabeni NYEMBO & Augustin Kahindo MUHESI 805-813

SECTION 5 : SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

- 51. Contribution du management participatif dans l'amélioration de la qualité des soins dans les établissements publics hospitaliers de Bamako**
Zoubeirou HAROUNA, BERTHÉ Soungalo & DICKO Albadia Abdoulaye.... 814-831
- 52. Audit interne et prévention de la fraude sur les recettes du service recouvrement de la mairie de Bouaké**
Gningninri Augustin KONE..... 832-848

SECTION 6 : GEOSCIENCES

- 53. Caractérisation géochimique des roches du socle panafricain de Dan Issa (Sud-Maradi, Niger) par fluorescence X**
Ousmane Loumoumba MOUSSA MAHAMAN, Karimou DIA HANTCHI,
Rachid BOUBACAR OUMAROU & Yaou BAKOYE..... 849-868

La gestion coloniale de l'assainissement de la ville d'Aboisso, 1913-1926

N'GUESSAN ROKIA BOUBACARD ÉPOUSE ANOH

*Département d'Histoire,
Université Alassane Ouattara,
Bouaké - Côte d'Ivoire,
Email : rokiaboubacar@gmail.com ;*

ESSEY Bonzou Ella épouse OHOUO

*Enseignant-chercheur,
École Normale Supérieure,
Abidjan - Côte d'Ivoire,
Email : ellabonzou2@gmail.com*

&

BAKAYOKO Nonama Rockya

*Département d'histoire,
Université Alassane Ouattara,
Bouaké - Côte,
Email : rockyabakayoko@gmail.com*

Date de soumission : 15-01-2026

Date de publication : 28-02-2026

Résumé

L'une des villes importantes de la Côte d'Ivoire en raison de son rôle de centre commercial et administratif, la ville coloniale d'Aboisso, située au sud-est de la Côte d'Ivoire, a été au cœur d'une importante politique coloniale d'assainissement dictée par les autorités françaises. Face aux conditions sanitaires jugées préoccupantes, notamment en raison de la prévalence de maladies comme le paludisme et la fièvre jaune, l'administration coloniale a envisagé deux approches. La première, radicale, proposait de déplacer la ville vers un site plus salubre. La seconde, plus pragmatique, visait à améliorer les conditions d'hygiène sur le site par des travaux d'assainissement. Ce plan, comprenait la construction de caniveaux, la régulation des eaux stagnantes, la création de latrines publiques et la mise en place de campagnes de sensibilisation à l'hygiène. Ces mesures s'inscrivaient dans une volonté de protection sanitaire des colons européens tout en exerçant un contrôle accru sur les populations locales. Toutefois, ces politiques sont souvent mises en œuvre sans réelle consultation des habitants, ce qui limitait leur efficacité et leur acceptation. Ainsi, la gestion coloniale de l'assainissement à Aboisso révèle les tensions entre impératifs sanitaires, domination coloniale et réalités locales, tout en illustrant les débuts de l'urbanisme hygiéniste en Afrique de l'Ouest.

Mots clés : Assainissement, hygiène, urbanisme, paludisme, fièvre jaune

Colonial management of sanitation in the town of Aboisso, 1913-1926

Abstract

One of the most important cities in Côte d'Ivoire due to its role as a commercial and administrative center, the colonial city of Aboisso, located in the southeast of Côte d'Ivoire, was at the heart of a major colonial sanitation policy dictated by the French authorities. Faced with sanitary conditions deemed to be of concern, particularly due to the prevalence of diseases such as malaria and yellow fever, the colonial administration considered two

approaches. The first, radical approach proposed moving the city to a more salubrious site. The second, more pragmatic approach aimed to improve hygiene conditions on the site through sanitation works. This plan included the construction of gutters, the regulation of stagnant water, the creation of public latrines, and the implementation of hygiene awareness campaigns. These measures were part of a desire to protect the health of European settlers while exercising greater control over the local populations. However, these policies were often implemented without any real consultation with the inhabitants, which limited their effectiveness and acceptance. Thus, the colonial management of sanitation in Aboisso reveals the tensions between health imperatives, colonial domination, and local realities, while illustrating the beginnings of hygienist urban planning in West Africa.

Keywords: Sanitation, hygiene, urbanism, malaria, yellow fever

Introduction

L'étude de l'histoire urbaine en Côte d'Ivoire rime avec l'analyse des mécanismes de gestion et de développement instaurés durant la période coloniale. Durant cette période, les autorités coloniales ont exercé un contrôle sur de nombreux aspects de la vie des territoires colonisés y compris la gestion des services urbains tels que l'assainissement.

L'assainissement d'une ville est un élément fondamental pour la santé publique, un élément essentiel pour assurer le bien-être de la population. Les puissances colonisatrices n'ignorant pas l'aspect salubre de cette pratique, n'ont pas lésiné à l'appliquer dans les principales villes de leurs différentes colonies. En effet, les pratiques d'assainissement ont été en vigueur en Europe soit pour lutter contre l'insalubrité, soit pour lutter contre les pathologies. Avant la conquête coloniale, l'on assiste en Europe au développement de l'urbanisme. La croissance de ces villes va engendrer l'insalubrité. Le nettoyage des artères a occupé une place importante. Ainsi dans chaque ville il est créé un réseau de gestion de la salubrité. En France, les premières initiatives de nettoyage de la ville se manifestèrent dès le XVII^e siècle (A. B. Adoffi, 2013 : 5). Pendant la conquête coloniale, Les européens exigèrent lorsque besoin se faisait sentir l'application des mesures d'assainissement dans les centres urbains afin de garantir la propreté des habitations et prémunir les européens contre toutes les pathologies. Ce fut dans cette perspective qu'Aboisso, située au sud-est, centre d'affaire où les négociants effectuaient des échanges commerciaux connut une histoire en matière d'assainissement.

Par ailleurs, la date de 1913 revêt une importance significative dans l'histoire sanitaire de la ville d'Aboisso. Cette année constitue celle de l'adoption de la politique d'assainissement dans la localité d'Aboisso. La ville d'Aboisso, à l'instar de plusieurs localités de la Côte d'Ivoire coloniale, a bénéficié d'un plan d'assainissement conçu par l'administration en 1913 (P. K. Tano, 2015 :740). Quant à l'année 1926, elle marque le renforcement des mesures de santé publique à savoir intensifier les campagnes de vaccinations, notamment contre la variole,

améliorer la gestion des eaux et des déchets afin de réduire la propagation des maladies. Cette période a été caractérisée par la mise en place des dispositifs visant à organiser la ville d'Aboisso. Dès lors, il est légitime de s'interroger : Comment et en quoi les autorités coloniales ont-elles conçu, mis en œuvre la politique d'assainissement et quelles ont été les répercussions sur le développement urbain de la ville d'Aboisso ?

L'objectif de cette analyse est de mettre en lumière les modalités de mise en œuvre des politiques d'assainissement dans la ville coloniale d'Aboisso. Pour analyser la politique d'assainissement à Aboisso, l'étude s'appuie principalement sur une documentation issue des archives, des ouvrages et des publications scientifiques. Ces sources ont apporté une contribution précieuse à la compréhension des politiques urbaines en Côte d'Ivoire, notamment la politique d'assainissement des villes à l'époque coloniale.

L'analyse des données recueillies a conduit à structurer cette étude en trois volets. D'abord, cette étude met en lumière l'impérieuse nécessité d'assainir la ville coloniale d'Aboisso, ensuite, elle examine les mesures entreprises par les autorités coloniales en matière de gestion de l'assainissement urbain. Enfin, elle indique, d'une part, les limites de ce programme et, d'autre part, ses répercussions sur le cadre de vie et la population locale.

1. L'assainissement de la ville coloniale d'Aboisso : une nécessité

L'assainissement de la ville coloniale d'Aboisso fut impératif car de nombreux problèmes d'insalubrités existaient. Les villes de la Côte d'Ivoire coloniale conçues pour répondre aux intérêts des puissances coloniales plutôt qu'aux besoins réels des populations locales devraient garder l'allure de villes sanatorium pour le bien-être de ses ressortissants.

1.1. L'existence d'une végétation abondante

La ville coloniale d'Aboisso est située dans le sud-est de la Côte d'Ivoire avec une altitude généralement basse. Elle est traversée par plusieurs rivières, notamment la rivière Bia qui a joué un rôle important dans les activités économique d'alors.

Le climat de ce centre urbain est très chaud et très humide ; sa proximité de la mer semblait se faire sentir. Une brise régulière souffle du sud-ouest pendant le jour et plus faiblement du nord-est pendant la nuit. La brise n'atteignait que les habitations du plateau et le reste de la ville en était privée et croupissait dans une atmosphère surchauffée et humide. La région d'Aboisso a un climat tropical avec des températures élevées et des précipitations abondantes tout le long de l'année. Cette abondance pluviométrique favorisait l'existence de végétation dense et luxuriante, de grands arbres, avec de hautes herbes et une brousse basse, dense avoisinaient la ville. Outre cela, des cultures de bananiers, des champs de patates entretenaient une constante

humidité et cachaient des gîtes à larves de moustiques. Cette brousse intense s'étendait jusque dans les concessions urbaines. Les cultures de bananiers entouraient les habitations. La ville était presque recouverte de brousses qui représentaient de véritables réceptacles de gîtes favorables au développement d'insectes nuisibles. Les conditions naturelles de la région d'Aboisso (plaine côtière, existence de plusieurs rivières, climat tropical humide avec une pluviométrie élevée) renfermaient de nombreux éléments source d'insalubrité de cette agglomération coloniale.

1.2. L'existence d'un réseau de dépressions et de rues jonchées de détrit

La topographie d'Aboisso laisse transparaitre de nombreuses dépressions. La description de celle-ci met en évidence une ceinture de collines qui entouraient la ville, quatre vallées profondes, au fond de celles-ci s'accumulaient les eaux de ruissellement. En saison pluvieuse, ces eaux débordaient pour donner naissance à des flaques d'eaux puantes jalonnant les rues et ruinant la splendeur de cette agglomération. En sus, un lit de ruisseau s'était déjà signalé et quatre marigots se réunissaient en une seule voie et après de longues divagations autour de la ville et jusque dans les concessions, se déversaient dans la Bia.

Les rives de ces marigots étaient loin d'être propres. De nombreux barrages de boue occasionnée par l'eau de ruissellement parsemaient ces lieux. Les herbes ou les ordures, répandues çà et là obstruaient régulièrement les cours et leur eau s'épandait en infects marécages. Une autre vallée profonde s'étendait à proximité de la résidence, la milice et de l'ambulance. Un autre marigot aux rives le plus souvent nettes, coulait également vers la Bia par une large tranchée.

Au demeurant, le sol de cette région est argileux, imperméable avec quelques affleurements de granites. L'imperméabilité du sol ne facilitait pas l'absorption de l'eau de pluie ainsi, cette forte pluie quand elle n'était pas absorbée par le sol créait des inondations partout où elles ne s'infiltraient pas dans le sol (R.B. N'Guessan, 2022 : 41). Ces eaux de pluie mélangées aux eaux des ménages dans lesquelles gisaient parfois les ordures unissaient leur force pour dégager des odeurs méphitiques qui empestaient l'air surtout les soirs. Ces eaux servaient de lieux de prédilection aux moustiques mettant ainsi en péril la vie de la population.

De plus, la ville d'Aboisso avait quelques grandes rues bien tracées. Cependant, la particularité de celles-ci était qu'elles renfermaient des défaillances dues à l'existence de nombreux déchets. Certes, la ville regorgeait de bels artères cependant, dans ces espaces, s'entassaient sans aucun ordre un chaos de construction dont les façades ruinées en pisé ou en planches de caisses cachaient des cours infectes. A côté de ces constructions anarchiques et dégradées existait des

tas d'immondices et leurs eaux croupissantes. Au milieu de ces ruines pitoyables s'élevaient une dizaine de maisons européennes et quelques boutiques ou maison indigènes. Notons qu'européens et indigènes vivaient dans une promiscuité aggravée pendant quatre mois de l'année par l'habitude prise par les maisons de commerce d'héberger les caravanes dans leurs concessions afin de les surveiller, chaque maison avait son caravansérail. Ces maisons abritant ces caravanes étaient des logis délabrés qui renforçaient l'aspect insalubre de cette agglomération.

1.3. Aboisso ville coloniale à risque sanitaire probant

Aboisso tout comme toutes les grandes villes de l'AOF en général et particulièrement les villes de la colonie de Côte d'Ivoire, a connu également le règne des maladies. La pathologie dominante fut le paludisme qui trouvait un terrain favorable à son évolution. L'existence de végétations touffues avec les rues jonchées d'ordures et l'existence de dépressions conjuguèrent leur effort pour créer une atmosphère propice au développement des larves à moustiques. Les moustiques existaient bel et bien dans la ville mais ils étaient d'une abondance moyenne, en particulier moins nombreux qu'à Bassam qui était réputée ville regorgeant le plus de diphthères. L'anophèle fut l'espèce dominante.

La fièvre jaune une pathologie qui a sévi et causé l'émoi dans bon nombre de contrées n'a pas fait d'éruption à Aboisso malgré sa proximité de la Gold-Coast. Cold-Coast où la fièvre jaune a sévi sous forme d'épidémie et semé la terreur. Ce fut le cas de Grand-Bassam qui a connu aussi plusieurs séries d'épidémies de fièvre jaune. Ces épidémies lui ont fait perdre son titre de ville capitale.

Aboisso à la différence a été exemptée pourtant les problèmes d'assainissement étaient aussi réels. Est-ce à dire que le moustique aedes agepti responsable de la fièvre jaune n'existait pas dans cette région ? Ou bien les facteurs déclencheurs de cette affection n'étaient pas réunis à Aboisso ? Les éléments justifiant cette remarque n'ont pas été trouvés au cours de nos recherches effectuées mais toujours est-il que Aboisso n'a pas été le théâtre d'épidémie de fièvre jaune. La lèpre fut rare.

Les pathologies, elles en existaient tout comme dans presque toutes les agglomérations africaines et même en métropole ; raison pour laquelle les autorités métropolitaines n'hésitaient pas à engager certaines actions afin de limiter voire étouffer leur propagation. Beaucoup de maladies trouvent leur source dans les milieux insalubres ces facteurs se trouvaient réunis dans cette région.

Ainsi, la ville coloniale d'Aboisso était aussi confrontée aux nombreux problèmes d'insalubrité. Celle-ci émanait de plusieurs facteurs principalement d'une température excessive et manque d'aération cause d'affections et présence d'eaux stagnantes, de nombreux marécages également cause de paludisme.

2. Les mesures entreprises par les autorités coloniales en matière de gestion de l'assainissement urbain

L'assainissement peut être défini comme l'ensemble des moyens nécessaires pour supprimer toutes causes de morbidité ou de contagion provenant des déchets de toutes sortes et des insectes (Ministère de la France d'Outre-Mer, 1956 :95). Cette définition semble simple mais l'accomplissement de son contenu nécessite des efforts.

2.1. Le désherbage et le comblement des dépressions

Cette action s'imposait impérativement si l'on devait préserver la santé de la population car ces broussailles cachaient de nombreux vecteurs transmetteurs de maladies. L'action commença d'abord par l'abattage et le dessouchement de tous les bananiers ainsi que les ananas dans la ville et son voisinage. Car les feuilles de bananier retenaient l'eau de pluie qui devenait par la suite le lieu de ponte des anophèles responsable du paludisme. Ensuite l'on procéda au désherbage des bas-fonds. Tous ces travaux furent exécutés soit par prestation, soit par la main-d'œuvre pénale.

Tous les centres urbains furent concernés par ces travaux en raison de la crainte permanente d'une épidémie de fièvre jaune. Les administrateurs se contentaient surtout de faire nettoyer les abords de la résidence et du marché principal ; après la saison des pluies ce sont les ruelles des quartiers africains et les principales voies d'accès au marché. Les maisons de commerce étaient obligées de tenir propres les concessions. Ces pratiques se faisaient aisément en raison de la crainte des serpents nombreux dans certaines régions (P. Kipré, 1985 : 15). Ce programme de débroussaillage fut suivi d'un autre programme aussi important : le comblement des excavations.

Le comblement des dépressions avait pour but d'éviter l'écoulement des eaux dans les rues, voire empêcher la stagnation des eaux. Cette action débuta par le drainage. Un examen a montré que dès l'origine l'eau des marigots était conduite vers la Bia avec des arrêts causés par des barrages artificiels. Les marigots et les ruisseaux devaient être canalisés. Des caniveaux à ciels ouverts furent construits en suivant le cours des ruisseaux dont ils se contenteraient d'abrèger le parcours en supprimant quelques courbes. Ces caniveaux étaient étanches afin d'éviter au moment où les eaux furent rares, la stagnation dans les petites dépressions du fond. Ainsi, les

moustiques ne pourront pas avoir de lieux où se développer. En outre, la largeur des caniveaux fut calculée suivant le débit de l'eau de telle sorte que l'eau de ruissellement, au moment des pluies, puisse être évacuée immédiatement.

En ce qui concerne le comblement des dépressions, il fut décidé que le petit marigot situé au nord de la route de l'ambulance devrait être comblé. Ensuite au confluent des marigots qu'on peut nommer A ET B un remblaiement évalué à 1000 mètres cubes environ fut réalisé. De surcroît, Le sol en bordure de ces marigots est transformé en un véritable marécage par la présence de quelques sources groupées sur un espace de 60 mètres de long environ et 30 mètres de largeur. Ces eaux si elles ne séchaient pas devenaient au fil des temps infectes et source de prolifération des diphthères responsables de nombreuses maladies. Par conséquent les autorités coloniales voulant mettre à l'abri ses ressortissants ne tergiversaient pas sur les moyens susceptibles d'assécher ces marais. Ainsi, ces surfaces furent recouvertes d'une mince couche de sable puis chargés d'une épaisseur de 50 centimètres de cailloutis¹ enfin une couche de 10 centimètres de terre achevait la protection de ce lieu. Par conséquent, l'eau des sources cheminerait sous la couche de terre à travers les cailloux pour être immédiatement recueilli par le caniveau. Les herbes qui encombraient les abords des marigots furent soigneusement enlevées leurs berges furent nettement nettoyés.

En définitive, il importe de noter que toutes les mesures sus exposées ont trait à l'assainissement de la région ; elles devaient si elles voulaient être complètes, efficaces et source de bonne santé complétées par des mesures d'hygiène urbaine dont les principales se résument ainsi ; au débroussaillage de toutes les concessions urbaines avec interdiction d'y cultiver bananiers, ananas ou toutes autres plantes susceptibles de conserver l'eau de pluie, l'entretien des rues et l'interdiction des constructions défectueuses.

2.2. L'entretien des rues

Les travaux de voiries étaient fréquents à partir de 1920 dans les centres urbains tels que Bouaké, Dimbokro, Aboisso, Grand-Lahou (P. Kipré, 1985 : 15). IL s'agissait d'ouvrir dans une certaine mesure quelques rues dans les quartiers lotis. Ces rues étaient de véritable « excavations bourbeuses ». Quelques-unes comportaient des caniveaux, simples fossés en terre ; dans les régions à forte pluviométrie, ces caniveaux furent creusés et élargis profondément sous l'action des eaux. IL fallait des caniveaux en briques de ciment et un empierrement.

¹ Gros cailloux concassés qui servent à entretenir un chemin.

À Aboisso, l'on s'attela à entretenir les rues et la rive de la Bia dans un état de propreté parfaite. À ce sujet, les eaux pluviales de la ville étaient évacuées vers la Bia et les marigots canalisés par le truchement de cassis. Ceux-ci étaient constitués de béton de ciment solide afin de permettre le passage des lourdes charges qui circulaient fréquemment dans la ville. Parallèlement, l'enlèvement des ordures ménagères était assuré selon un programme bien défini :

Un service municipal enlevait chaque nuit les tinettes dans chaque concession. Celles-ci placées sur un charriot affecté à ce service étaient transportées et vidés à un kilomètre en aval de la ville dans des fosses peu profondes et recouvertes chaque jour de 10 centimètres de terre. Des instructions en ce qui concerne les tinettes furent adoptées :

- Les tinettes en services devaient être toutes d'un même modèle uniforme
- Chaque concession devait être munie d'un double jeu de ces récipients afin d'éviter le transvasement sur place. Les tinettes parfaitement nettoyées, étaient replacées par les agents du service au moment de leur tournée quotidienne².

Quelques centres tels que Bouaké, Dimbokro, Aboisso avaient un service organisé d'enlèvement des ordures. Pour les autres centres ce sont généralement les détenus (les petits vendeurs) qui s'occupaient de la salubrité des lieux publics et des rues du quartier loti. Dans les quartiers africains, chaque chef de quartier était responsable de la propriété de son périmètre. De plus, une taxe de vidange était perçue à raison de 2Frs par mois et par tinette en service.

Signalons qu'avant l'enlèvement des ordures par la municipalité, chaque habitant gérait ses propres ordures. Cette gestion n'était pas effectuée avec autant de rigueur pour obtenir une ville salubre. Les ordures se retrouvaient aux abords des concessions, dans les espaces publics et formaient parfois des amas qui devenaient le lieu de prédilection des mouches, moustiques et autres animaux vecteurs de maladies. Préoccupées par l'état de santé de la population et de l'environnement, les autorités municipales s'intéressèrent et assurèrent la relève.

2.3. La ségrégation des indigènes

Elle était faite suivant le plan de Grand-Bassam. Dans cette optique, ne serait autorisé à habiter la ville que les indigènes possédant des maisons construites sur le type européen et d'après les lois de l'hygiène. Selon ces lois, ces constructions devaient en particulier être désinfectables et étanches aux vapeurs sulfureuses, c'est-à-dire munies d'un plafond jointif et posséder un sol

² Sénégal, Archives nationales du Sénégal (A.N.S), 3HH40, 1913-1915.

cimenté. Toutes les constructions ne répondant pas à ces conditions devraient être immédiatement détruites.

À Aboisso, l'œuvre de ségrégation ne fut pas difficile à appliquer car les concessions indigènes furent octroyées à titre provisoire et ne saurait être considérée comme une mise en valeur l'édification d'une cabane en planche de caisses ou en vieille tôles tordues. Le véritable obstacle rencontré en la matière provenait des européens eux-mêmes ; ces derniers ne s'éloignaient jamais de leurs caravansérails³, dans ce cas, ils étaient obligés d'effectuer des réparations pour le respect des lois prescrites et des normes d'hygiène. Le site désigné pour les indigènes fut le plateau, un lieu dédaigné par les européens. Avant l'aménagement, ce site devrait être soumis au contrôle du médecin de la ville d'Aboisso. Tout compte fait, le quartier indigène ne devrait pas être dans l'enceinte du quartier européen. Le divorce entre quartier européen et quartier indigène était de mise dans presque tous les centres urbains de la colonie. Cette séparation s'expliquait :

...Il semble que les habitudes, les besoins si différents des deux sortes d'habitants déconseillent le mélange : les dangers de la contagion le condamnent...Il ne s'agit pas d'interdire aux indigènes d'habiter confortablement, mais il faut séparer les villes. IL faut non seulement séparer la ville indigène de la ville européenne, mais encore dans celle-ci délimiter par des zones qui ne peuvent se confondre... (J. C. N'Golo, 1981 :45).

Il convient de souligner que cette politique ségrégationniste visait à protéger les européens de toute contagion possible car les habitations des indigènes construites avec des matériaux archaïques ou vétustes étaient perçues par les européens comme étant des nids de maladies. Par conséquent en les éloignant, ils se mettaient à l'abri des épidémies.

Des efforts persévérants ont été consentis en règle générale dans la colonie et notamment à Aboisso pour améliorer les conditions de vie, le cadre de vie de la population par divers programmes d'assainissement et d'hygiène. La mise en application de ces programmes devait mobiliser des sommes importantes.

3. Le coût des travaux et l'impact des travaux sur la santé de la population

Assainir un milieu c'est modifier les équilibres existants pour les remplacer par de plus favorable (Ministère de la France d'Outre-Mer, 1956 : 69). Cette œuvre salvatrice nécessite des ressources.

³ Edifice qui servait d'auberge pour les marchands et les voyageurs, c'étaient des lieux importants pour le commerce et les échanges.

3.1. Les dépenses effectuées

Toutes les précautions prises pour assainir cette localité étaient indispensables. Le prix de revient des travaux relatifs à la construction et l'entretien des caniveaux furent estimés à 58000frs soit une valeur moyenne de 29 frs. Le chiffre total des travaux de comblement des marigots de la ville fut estimé à 3000 mètres cube et le prix de revient du mètre cube s'élevait à 3 frs ; soit 9000 frs en raison de 6 marigots comblés. Le prix de 3 frs par mètre cube fut jugé supérieur à celui de Grand-Bassam où le problème d'assainissement fut plus accru.

En outre, au titre de la surveillance sanitaire de la ville conformément aux prescriptions de l'arrêté du 26 février 1905, sur les eaux stagnantes, et celui de 30 juin 1906, concernant la salubrité et la construction des maisons, cette surveillance nécessita une dépense annuelle de 1800 répartie comme suite : entretien de 3 moustiquiers à solde mensuelle de

- 360 frs l'un..... 1080frs
- Gratification mensuelle à un milicien chargé de la direction de cette équipe ... 120 frs.
- Achat de pétrole et divers 600 frs.
- Total..... 1800 frs.

Parallèlement, les dépenses relatives à la vidange étaient comme suite :

- Achat de 400 tinettes à 30 frs 12000 frs
- Achat de 3 chariots à 400 frs l'un 1200 frs
- Solde de 6 hommes à 50 frs par mois 3600 frs
- Total 16800 frs⁴

Pour faire face à ces dépenses et donner plus de vigueur aux actions relatives à l'assainissement d'Aboisso, il fallait des sources de financement et l'année 1912 consacrait la mise en œuvre des politiques de financement des centres urbains surtout pour la salubrité et l'hygiène. Le point d'ancrage de ces politiques fut le budget urbain indépendant du budget de la colonie. En 1914 le gouverneur Angoulvant déterminé à lutter contre l'insalubrité réorganisa les centres urbains en Côte d'Ivoire. Il les divisa en deux catégories (B.A. Adoffi, 2013 : 69). Ce classement consistait à imposer des taxes aux habitants de ces centres urbains afin de financer les projets relatifs à l'éclairage, à l'hygiène et à l'assainissement. La première catégorie comprenait les centres urbains suivant : Abidjan, Aboisso, Dimbokro, Bouaké, Grand-Lahou. Ces taxes comprenaient la taxe de voirie et d'éclairage et la taxe sur la propriété bâtie et non bâtie.

⁴ Sénégal, Archives nationales du Sénégal (A.N.S), 3HH40, op-cit.

La taxe sur la propriété bâtie est une taxe annuelle sur la propriété bâtie et non bâtie⁵ qui est perçue afin de pouvoir effectuer les dépenses qui s'imposaient au budget pour l'hygiène et l'assainissement. La taxe de voirie et d'éclairage est une taxe annuelle perçue également en compensation des dépenses effectuées pour la voirie et l'éclairage, l'hygiène et spécifiquement pour l'assainissement. IL convient de noter que le rôle sur ces taxes pouvait connaître des fluctuations à savoir augmenter ou diminuer.

Ces dépenses effectuées pour assainir la ville coloniale d'Aboisso répondait à une double préoccupation ; celle de préserver d'une part la santé des européens et d'autre part faire la promotion de l'exploitation économique car qui est ce qui aimerait s'aventurer dans une région à haut risque sanitaire malgré son embonpoint économique ?

3.2. Les retombées du programme d'assainissement

Les biens fondés d'un programme d'assainissement pour n'importe quelles localités rejaillissent aussi bien sur l'environnement que sur les activités économiques.

3.2.1. La prévention des maladies

L'environnement est défini comme l'ensemble des rapports réciproques entre les groupes humains et leur domaine spatial, les interactions qui lient les sociétés et le milieu dans lequel elles se situent (M.N. Gnake, 2016 : 15). De cette relation peut découler divers problèmes (mauvaise gestion des ordures, insalubrité, problème d'assainissement etc..). De plus, l'environnement peut être appréhendé sous plusieurs angles : l'environnement en tant que cadre de vie est celui qui cadre avec notre champ d'étude.

Ce cadre de vie concerne les habitations, les rues et les routes. Lorsque ces différents milieux sont minés par un certain nombre de problèmes (stagnation des eaux dans les rues, mauvaise gestion des ordures, insalubrité des habitations, en un mot problème d'assainissement), ils deviennent dès lors un danger permanent pour l'homme, ils influent sur son bien-être. C'est dire que la bonne santé de l'homme dépend aussi de son cadre de vie. C'est pourquoi, les autorités coloniales ne voulant pas vivre l'expérience de Grand-Bassam, étaient déterminés à mettre en vigueur un programme d'assainissement. Ainsi, l'OMS⁶ définit l'assainissement comme étant : « l'ensemble des activités visant à l'amélioration des conditions qui, dans le milieu physique de la vie humaine, influent ou sont susceptibles d'influer défavorablement sur le bien-être physique, mental ou social (Ministère de la France d'Outre-Mer, 1956 :70) ».

⁵ Abidjan, journal officiel de Côte d'Ivoire (J.O.C.I), novembre 1914.

⁶ Organisation Mondiale de la Santé

Lutter contre l'insalubrité voire résoudre le problème de l'assainissement revient à lutter contre la propagation des maladies. Le débroussaillage de la ville, l'évacuation des eaux usées, le comblement des dépressions empêchent à cet effet la pullulation des moustiques qui aiment bien se développer dans ces milieux précités. Certes les moustiques ont existé à Aboisso comme dans tous les centres urbains de la colonie, mais leur présence n'a pas donné lieu à de grand ravage comme ce fut le cas de la ville de Gand-Bassam où son milieu infeste a été l'une des causes de grandes épidémies de fièvre jaune qui a décimé bon nombre de la population au point d'engendrer le déplacement de la population sur un autre site jugé plus salubre. Ces mesures d'assainissement ont eu l'avantage :

- d'empêcher aux abords immédiats des quartiers indigènes, par la disparition des brousses l'éclosion des moustiques, mouches sté-sté et autres insectes nuisibles.
- de permettre une légère augmentation de la ventilation et par la suite une diminution certaine du degré d'humidité si nuisible à la santé⁷.

Cependant, cette action salvatrice fut accomplie avec discrimination ; dans l'accomplissement des travaux seul le quartier européen faisait l'objet d'une attention particulière (P. KIPRE, 1985 : p16). Tous les efforts étaient orientés vers le quartier européen de sorte à le maintenir dans un état de propriété à l'image des villes européenne. Les agglomérations des indigènes n'étaient pas exemptées seulement qu'ils ne jouissaient pas du même privilège. Pour l'administration coloniale, il ne fallait pas tout faire à leur place mais plutôt leur indiquer le chemin à emprunter pour aboutir et jouir d'un milieu propre, mieux assainir.

3.2.2. L'accroissement des activités commerciales

Les programmes d'assainissement dont ont bénéficié Aboisso et certaines villes de la colonie, ont réduit le risque de propagation des maladies liées à l'environnement. Du coup, nous assistons à une amélioration de la santé publique et dans la même optique au développement du commerce. Soulignons que la colonie de Côte d'Ivoire et ses centres côtiers qui ont accueillis les colons étaient réputés insalubres, les marins Anglais l'appelaient « the white man's grave »⁸. Les marécages et marigots où pullulaient les larves d'insectes très divers abondaient partout. Cette situation délétère mettait à rude épreuve la santé des commerçants et des soldats français. Cinquante européens des comptoirs trente-deux trouvèrent la mort et dix devaient être rapatriés. La rudesse du climat et l'insalubrité du milieu furent mis en cause si bien que le ministre de la marine après 1871 s'opposa au débarquement en Côte d'or.

⁷ Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 3HH16, 1919.

⁸ « La tombe de l'homme blanc »

Les européens ont compris que pour leur épanouissement sanitaire, il fallait assainir les centres urbains lieu de leur habitation. Il est clair qu'une colonie ou une ville d'une colonie où régnait une épidémie voyait ses activités perturbées. Ces épidémies se manifestaient comme une sorte de « marasme économique » dans la mesure où les mesures sanitaires prises pendant ces périodes de pointe entravaient la bonne marche des activités commerciales ; la mise en quarantaine, mesure préventive contre les maladies contagieuses isolait la localité affectée par une épidémie. Toutes les voies de communication avec les autres localités étaient coupées. Cet isolement n'était pas du tout apprécié par les commerçants qui voient les activités battre en retraite. C'est pourquoi les colons très tôt ont adopté cette politique de lutte contre l'insalubrité des grands centres urbains de la colonie dont figurait Aboisso.

Aboisso pendant longtemps, a joué le rôle de ville privilégiée le long de la rivière Bia. Elle était fréquentée par les caravanes venues du nord pour échanger des marchandises avec les européens ou les populations côtières. Les échanges s'opéraient aussi avec les colonies voisines. L'assainissement de la ville a facilité les échanges commerciaux en particulier avec les colonies voisines en améliorant les conditions d'hygiène et de sécurité. Le commerce dans cette localité de la colonie demeura longtemps florissant avec une cadence rythmée de va et vient incessant de navires. Cette volonté du colonisateur de créer un espace sain, salubre par la mise en œuvre de ses programmes d'assainissement a connu des défaillances dans sa réalisation.

Le programme d'assainissement a entraîné le déplacement de certaines populations à l'occurrence les indigènes perturbant ainsi leur mode de vie. Le volet pécunier n'est pas à occulter car ce programme était financé par des taxes imposées à la population ce qui pesait et limitait leur pouvoir d'achat. En définitive, la plupart des travaux d'assainissement ne s'étendait qu'aux centres urbains parfois tardifs ou mal orientés. D'ailleurs dans la réalisation de ces travaux les agglomérations européennes étaient plus favorisées.

La quête de la salubrité de la ville coloniale d'Aboisso a eu un écho favorable dans le concert du développement des activités commerciales ; elle offrait une assurance sécuritaire aussi bien à la population locale qu'aux populations étrangères. Les travaux d'assainissement de l'agglomération d'Aboisso durant l'époque coloniale furent coûteux cependant ont eu un impact significatif sur la santé de la population même si nous n'avons pas pu avoir au cours de nos recherches des chiffres concrets pour étayer certaines assertions.

Conclusion

La gestion coloniale de la ville d'Aboisso de 1913 à 1926 a été un processus multifacette qui a eu des retombées significatives sur la ville et ses habitants. L'assainissement, ensemble des mesures et des techniques visant à améliorer la santé publique et l'environnement pour la ville coloniale d'Aboisso fut une réalisation remarquable. Le problème d'insalubrité de cette ville provient de certains éléments tels que l'existence d'une abondante végétation, présence de nombreux marigots non protégés et de marécages. La conjugaison de ces éléments propulsait cette localité au rang de ville insalubre et à risque sanitaire si rien n'est fait pour pallier ses aspects nocifs de la nature.

Pendant cette période, les autorités coloniales ont mis en place des politiques d'assainissement visant à améliorer le cadre de vie de la population (programme de désherbage, lutte contre les eaux stagnantes dans la ville, comblement des excavations). Rappelons que cette politique d'assainissement a été conduite avec souplesse car les autochtones ne croupissaient pas sous le poids des amendes pour non-respect des mesures de salubrité, avec abnégation et surtout avec beaucoup de discrimination. En effet, dans la gestion de l'assainissement, le système colonial a créé une distinction nette entre les quartiers européens dotés d'infrastructures d'assainissement et dans les quartiers indigènes ces infrastructures étaient quasi-existantes ou rudimentaires. Les autorités européennes étaient beaucoup préoccupées par les valeurs commerciales voire économiques de la colonie. La quête de la salubrité était le plus souvent reléguée au second rang ; elles s'y intéressaient lorsque l'insalubrité commençait à menacer la santé mettant en péril leur vie et l'évolution de leurs activités commerciales.

Cette politique d'assainissement comportait certes des défaillances, elle a néanmoins contribué à mettre la population à l'abri de certaines épidémies qui sévissaient aussi bien dans la colonie de Côte d'Ivoire que dans les colonies voisines. Par ailleurs, les défis d'assainissement auxquels la ville d'Aboisso est confrontée aujourd'hui proviennent-ils de la gestion coloniale initiale ?

Sources et bibliographie

Sources d'archives

A.N.C.I, 2KK1 : Côte d'Ivoire, répartition par cercles des crédits destinés à l'assainissement des centres urbains, 1908-1909.

A.N.C.I, 3HH73 : Correspondance et notes au sujet des travaux d'assainissement 1917.

A.N.C.I, 3HH83 : Assainissement des centres urbains 1908-1910.

A.N.S, 3HH16, arrêté modifiant celui du 30 juin 1906 et relatif à l'usage du bois dans les constructions, 1919.

A.N.S, 3HH40, campagne d'assainissement de la ville d'Aboisso, 1913-1915.

Bibliographie

ADOFFI Ange Bernabé, 2013 *le problème des ordures ménagères à Abidjan de 1905 à 2007*, thèse de doctorat unique, UFR science de l'homme et de la société, 445 p.

GNAKE Mathieu Niamké, 2016, *dégradation de l'environnement et santé de la population dans la ville d'Aboisso* thèse de doctorat unique, UFR science de l'homme et de la société, 273 p.

GUETONDE Touré, 2006, *la politique environnementale dans les capitales africaines : le cas de la ville d'Abidjan*, France, Publibook, 295 p.

KIPRE Pierre, 1985, *villes de Côte d'Ivoire 1893-1940, T.1 : Fondation des villes coloniales*, Abidjan, NEA, 238 p.

Ministère de la France d'Outre -Mer, 1956, *Hygiène et santé sous les tropiques* : direction du service de la santé, Paris, revue mensuelle, n°382, 150 p.

N'GOLO Coulibaly Joachim, 1981, *Bingerville à l'époque des gouverneurs 1900-1934*, mémoire de maîtrise, Université Nationale de Côte d'Ivoire, 263 p.

TANO Kassi Pascal, 2015, « La politique d'assainissement de la ville d'Aboisso à l'époque coloniale : 1913-1917 », *Echanges*, Vol.2, N°005, p.740-756.